

## Les républiques Baltes 15/25-08-2016

## Article 3 : Face à Poutine, l'OTAN se redéploie à l'est

©-Pierre-yves DENIZOT / 2015 - http://pierreyvesdenizot.free.fr/

LE MONDE | 24.06.2015 à 11h02 • Mis à jour le 24.06.2015 à 11h15 |Par <u>Nathalie Guibert</u> et <u>Jean-Pierre Stroobants</u> (Bruxelles, bureau européen)

Officiellement, le but n'est pas de répondre à la menace russe. Mais une fois encore, l'agenda des ministres de la défense de l'OTAN, réunis à Bruxelles, mercredi 24 et jeudi 25 juin, se trouve dicté par la relation, sous grande tension, de l'Alliance avec la Russie de Vladimir Poutine. Deux inquiétudes mobilisent les alliés depuis l'annexion de la Crimée par Moscou. « La présence militaire le long des frontières [de l'Alliance] a augmenté et il devient important d'éviter qu'une situation devienne hors de contrôle », a rappelé le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, à la veille de la réunion. En outre, en proclamant



régulièrement qu'il modernise ses armes atomiques et qu'il est prêt à les utiliser, le président russe porte un message « déstabilisant », « injustifié » et même « dangereux », selon M. Stoltenberg. L'OTAN prétend garder une position équilibrée. « Nous ne sommes pas dans une situation de guerre froide, mais pas non plus dans un partenariat stratégique avec la Russie », ajoute le secrétaire général, mais « entre les deux ». La réunion doit cependant faire avancer le « plan d'action rapide » qui redéploie les forces alliées dans l'est de l'Europe. La décision avait été prise lors du dernier sommet, fin 2014, au pays de Galles. Le plan vise d'abord un rythme plus élevé d'exercices militaires collectifs, face à une armée russe très démonstrative dans ce domaine. En juin, pas moins de quatre scénarios interarmées ont ainsi été joués par l'OTAN dans les pays baltes, en Pologne, en Roumanie et en Méditerranée. Des chars américains et des Leclerc français ont été déployés pour l'occasion à l'Est. Le deuxième projet avance, la construction d'une force très réactive, baptisée « Spearhead » (Fer de lance). Dotée de 5 000 hommes, mobilisable en deux à sept jours, elle pourrait être constituée en 2016 avec sept contributeurs, sous un premier commandement espagnol. Son réservoir, la force de réaction existante de l'OTAN, jamais utilisée, sera porté de 13 000 à 30 000 hommes. Les alliés préparent l'installation de six centres de commandement et de contrôle, de l'Estonie à la Bulgarie, et d'un quartier général « de haut niveau » en Pologne. Ashton Carter, le secrétaire américain à la défense, a confirmé que les Etats-Unis contribueraient à « Spearhead » par des moyens de renseignement, de surveillance et de reconnaissance, mais aussi par des forces spéciales ou des capacités d'artillerie.

## «Défensif » et « proportionné »

Sur le « prépositionnement » d'armements lourds nouveaux, réclamés par les Baltes et les Polonais, la diplomatie américaine à Bruxelles n'a pas fait de surenchère. « Nous allons faire stationner temporairement des armements pour une brigade », a déclaré M. Carter, mardi 23 juin, depuis Tallinn, en Estonie. Un demimillier de GI sont déjà déployés depuis un an par rotation dans les exercices alliés. La brigade portera l'effectif à 5 000 hommes, avec 250 chars. « Ce matériel tournera dans la région pour les entraînements et les exercices », a précisé le secrétaire américain. Le Pentagone a aussi trouvé là un moyen de repositionner une partie du matériel dont il disposait en Afghanistan. L'outil pourra être mobilisé si une crise éclatait dans l'est, mais aussi au sud de l'Europe. Certains alliés – la France en tête – veulent tempérer les demandes des pays de l'est de l'Europe, qui continuent de réclamer une présence permanente et plus massive de l'OTAN sur leur territoire. « Il faut veiller à ce que l'on n'aille pas au-delà de l'Acte fondateur conclu avec Moscou », souligne

un diplomate français à Bruxelles. « Le prépositionnement d'équipement tel qu'il est planifié n'est en aucune manière une violation »de cet accord OTAN-Russie conclu en 1997, répète M. Stoltenberg, selon qui « tout est défensif » et « proportionné ». Cela n'a pas empêché M. Poutine d'évoquer « la démarche la plus agressive du Pentagone depuis la guerre froide ». Le président russe a intérêt à nourrir la tension, et sa rhétorique guerrière est devenue une arme en soi. L'annonce par Moscou, le 16 juin, que l'armée russe allait se doter de 40 nouveaux missiles intercontinentaux « ne représente rien de nouveau », explique Steven Pifer, directeur de l'initiative pour la non-prolifération du groupe de réflexion américain Brookings. En 2012, le Kremlin avait approuvé un plan de modernisation de l'arsenal russe avec la fabrication de 400 missiles intercontinentaux d'ici à 2020, et une précédente annonce en évoquait même 50 pour 2015. « La Russie reste dans les limites du traité New Start de réduction des armes stratégiques de 2010 », estime Steven Pifer, « elle est même bien en deçà de la limite de 700 missiles déployés ». Cependant, la technique poutinienne d'intimidation porte un vrai risque. « Avec cette rhétorique, il ne donne pas le sentiment d'une retenue, et laisse ouvert un emploi offensif possible du nucléaire dans une crise régionale », estime un des meilleurs experts français. Le message « est que si l'OTAN agit pour défendre une nation de l'est de l'Europe, elle doit se préparer pour l'escalade, a commenté l'ex-ministre suédois de la défense Sten Tolgfors dans le Wall Street Journal du 16 juin. Le but est de semer le doute et les divisions dans l'OTAN, la faire hésiter ». Dans ce contexte, l'OTAN n'a pas réussi à enrayer la réduction de son effort collectif de défense. Selon les chiffres qu'elle a publiés le 22 juin, les dépenses militaires cumulées des alliés, 797 milliards d'euros courants estimés en 2015, auront encore baissé, inflation déduite, de 1,5 % par rapport à 2014. Dix-huit pays ont certes augmenté leur effort, mais ce sont en majorité de petites nations, à l'exception de la Turquie, confrontée à l'émergence de l'organisation Etat islamique, qui l'a accru de 1 milliard d'euros, et de la Grèce, malgré sa situation catastrophique, de 300 millions.

> <u>Jean-Pierre Stroobants</u> (Bruxelles, bureau européen) - Journaliste au Monde Nathalie Guibert - Journaliste au Monde